

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/EDITO-Fracture-energetique>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **EDITO : Fracture énergétique**

29 janvier 2018

EDITO : Fracture énergétique

« *L'énergie est notre avenir, économisons-la.* » **La phrase est dans toutes les têtes.** Et pour cause puisque ce qui n'était qu'un slogan publicitaire pour EDF entre 2006 et 2009 est devenu une obligation légale – bientôt une injonction ? Depuis la loi du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique française, la sentence est, en effet, systématiquement présente dans les publicités de tous les acteurs de l'énergie. Mais l'État aurait tout aussi bien pu expliquer que l'énergie est notre avenir pour peu qu'on ne la gaspille pas. Car, s'il est bien sûr primordial d'un côté de redéfinir notre mix énergétique pour donner moins d'importance à l'énergie nucléaire et davantage de place aux énergies renouvelables (éolien, photovoltaïque, hydraulique, géothermique) afin de respecter les accords de Paris sur la lutte contre le réchauffement climatique, il est tout aussi crucial de s'attaquer à l'amélioration de l'habitat en luttant contre les déperditions d'énergie.

L'habitat représente près de 50 % de la consommation totale de l'énergie de notre pays, qu'elle serve à chauffer les locaux ou produire de l'eau chaude. Dès lors, il est urgent d'améliorer la performance énergétique des bâtiments tant les logements des particuliers que les bureaux des entreprises. Les solutions existent, les technologies sont là, que ce soit pour dresser des diagnostics précis des travaux à réaliser, mieux connaître et donc mieux maîtriser sa consommation en temps réel, utiliser de nouveaux matériaux d'isolation, avoir recours à des panneaux solaires pour produire sa propre électricité, ou encore construire des logements de haute qualité environnementale, etc.. Mais tout cela a un coût. Et le prix à payer pour être un éco-citoyen est encore trop souvent hors de portée de beaucoup de Français.

L'Observatoire national de la précarité énergétique a récemment montré que ce sont 5,1 millions de ménages (12 millions d'individus) qui sont en situation de précarité énergétique, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas un accès normal et régulier aux sources d'énergie nécessaires pour leurs besoins primaires... Non seulement ces ménages sont contraints de consacrer une part croissante de leurs revenus modestes à l'énergie, mais plusieurs études ont montré que leur état de santé était plus dégradé que celui des personnes qui ne sont pas dans une telle situation de précarité. Et, à ces ménages en difficultés peuvent s'ajouter tous ces Français qui, mal informés ou perdus devant la

complexité administrative, renoncent à optimiser leur logement.

Face à cette fracture énergétique, les pouvoirs publics ont une responsabilité majeure pour permettre à tous les Français de bénéficier d'une énergie au juste prix et, en même temps, de pouvoir maîtriser leur consommation.. C'est tout l'enjeu des aides et de l'accompagnement à la rénovation. Quels que soient les dispositifs (crédit d'impôt, primes, ristournes) et quels qu'en soient leurs initiateurs (État, Régions), la rénovation thermique du parc immobilier apparaît comme un élément-clé pour la réussite de la transition énergétique - et nécessairement solidaire - dont la France a besoin.

Philippe Rioux